

RAPPORT DE GESTION ET SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

Mesdames, Messieurs,

Conformément à la Loi et aux Statuts, nous vous avons réunis en Assemblée Générale pour vous rendre compte d'une part, de l'activité de notre Société et de ses Filiales au cours de l'exercice écoulé et soumettre à votre approbation les Comptes Annuels ainsi que les Comptes Consolidés arrêtés au 31 décembre 2019, et d'autre part vous communiquer les informations relatives au Gouvernement d'Entreprise dans notre Société (Articles L.225-37-4 al.6 ; L. 225-68 al.6 et L. 226-10-1 du Code de Commerce).

Conformément aux dispositions de l'article L.225-102-1 du Code de Commerce et aux effets de la transposition de la Directive Européenne sur le reporting extra-financier, nous publierons une Déclaration de Performance extra financière au titre de l'exercice 2019 dans un Rapport annexé au présent Rapport de Gestion.

Une vérification sera opérée par un Organisme Tiers Indépendant.

Activités et Résultats du Groupe

Le périmètre est constitué essentiellement du Secteur Pompes détenu au travers de sa filiale PCM SA, l'autre secteur concernant l'activité immobilière de la Holding.

Le Chiffre d'affaires consolidé de l'exercice 2019 s'élève à 103,7 M€ contre 94,2 M€ en 2018, en progression de 10,1 %. A taux de change et périmètre constants, la progression est de 6,8 %.

Le nouveau périmètre intègre l'activité des Sociétés canadiennes Cougar acquises en Septembre 2019.

L'exercice 2019 a été marqué par une activité Oil & Gas à l'international soutenue sur l'ensemble de nos marchés, à l'exception de la zone Asie-Pacifique, et notamment par une acquisition réalisée au Canada, tandis que les marchés Food et Industry ont enregistré une progression, notamment sur la vente de systèmes Food.

Le Chiffre d'affaires consolidé des autres activités s'élève à 0,2 M€, 0,1 M€ en 2018.

Commentaires détaillés sur les résultats consolidés

Le Résultat opérationnel courant consolidé 2019 du Groupe s'établit bénéficiaire à 8,6 M€ contre 7,4 M€ en 2018.

La Contribution du Secteur Pompes, en hausse, est positive de 9,1 M€ (positive de 7,9 M€ en 2018). La progression de l'activité et une meilleure maîtrise des charges expliquent cette amélioration.

La contribution de l'activité immobilière de la Holding est négative de 0,6 M€.

Le Résultat opérationnel 2019 est bénéficiaire de 8,4 M€ contre 7,3 M€ positif en 2018.

Le Résultat financier consolidé 2019 est bénéficiaire de 2,1 M€ contre 0,6 M€ l'année précédente, en raison de la progression des produits de trésorerie (0,6 M€) et d'effets de

change positifs en 2019 (0,9 M€) contre neutres en 2018 (-0,1 M€).

En 2019, la charge nette d'impôts consolidée s'établit à 1,6 M€ contre 1,7 M€ en 2018, année qui intégrait 1,8 M€ de charges d'impôts exigibles, diminuées de 0,1 M€ de produits d'impôts différés.

Le Résultat net consolidé de l'exercice 2019 des entreprises intégrées est bénéficiaire de 8,9 M€ contre 6,2 M€ bénéficiaire en 2018.

La part du résultat revenant aux intérêts ne conférant pas le contrôle s'établit en 2019 positif de 0,3 M€ contre 0,2 M€ positif en 2018.

Au final, le Résultat net consolidé part du Groupe de l'exercice 2019 est bénéficiaire à 8,7 M€ contre 6,0 M€ positif en 2018.

La Marge brute d'autofinancement, toujours positive, s'élève à 13,9 M€ contre 9,2 M€ en 2018. La hausse est liée d'une part à la croissance du résultat (+2,7 M€) et d'autre part à l'application de la norme IFRS 16 (+ 1,6 M€).

La contribution des différents Secteurs d'activité aux résultats consolidés d'ensemble est développée dans l'Annexe des Comptes Consolidés (Note 18).

Investissements du Groupe

Les investissements 2019 essentiellement dans le Secteur Pompes se sont élevés à 4,3 M€ (dont 0,7 M€ incorporels) contre 3,2 M€ (dont 0,2 M€ incorporels) en 2018.

Emplois

Les effectifs du Groupe au 31 décembre 2019, hors personnels temporaires, s'établissent à 711 personnes, dont 339 hors de France, contre 623 personnes, dont 263 hors de France, fin décembre 2018.

Structure bilancielle consolidée

Le total du bilan consolidé à fin 2019 s'établit à 296,4 M€ contre 280,5 M€ à fin 2018, soit une hausse de 15,9 M€.

L'Actif non courant à 52,9 M€ est en hausse de 16,8 M€. Cette hausse est principalement due à l'écart d'acquisition constaté sur l'exercice (+7,7M€), aux variations de périmètre (+5,0 M€), à la première application de la norme IFRS 16 liée aux contrats de location (+1,9 M€), ainsi qu'aux autres variations nettes de l'exercice (+2,2 M€).

L'Actif courant à 243,5 M€ est en baisse nette de 0,9 M€. Le reclassement des dépôts bancaires à plus de trois mois pour 50,6 M€ et la baisse des autres débiteurs (-0,5 M€) et de la créance d'impôt exigible (-0,7 M€) sont globalement compensés par la hausse des stocks (+6,9 M€) des créances clients (+7,2 M€) et de la trésorerie (36,8 M€). Hors reclassement, la trésorerie est en baisse de 13,8 M€.

Les Capitaux Propres à 199,2 M€ sont en progression de 7,4 M€, correspondant à : +8,9 M€ de résultat consolidé 2019, -1,5 M€ de dividendes servis à des tiers, +0,8 M€ d'écarts de conversion, - 0,7 M€ de rachat de minoritaires et -0,1 M€ de divers.

Les Provisions pour risques et charges, à 3,3 M€, sont en hausse nette de 0,2 M€ suite notamment à la dotation pour provisions pour retraite (+0,3 M€).

Les Dettes à 93,9 M€ augmentent de 8,3 M€ du fait des éléments suivants : dettes financières (+1,9 M€ dont +4,2 M€ liés à l'application de la norme IFRS 16, diminué d'une variation nette des emprunts pour 2,3 M€), et dettes d'exploitation (+6,4 M€) dont créditeurs sur earn out (+5,5 M€), passifs sur contrats (+1,3 M€) et fournisseurs (-0,5 M€).

Structure financière consolidée

La Structure financière nette consolidée (actifs financiers courants et trésorerie et équivalents de trésorerie, déduction faite des emprunts auprès des Etablissements de crédit et des dettes financières diverses), est toujours positive et s'établit à 148,3 M€, en diminution de 15,7 M€ par rapport à l'exercice 2018, du fait de la baisse des actifs financiers courants pour 50,6 M€ (reclassement des dépôts bancaires à plus de trois mois), la hausse de l'endettement financier pour 1,9 M€, compensées par la hausse de la trésorerie nette pour 36,8 M€.

Au total, l'Actif courant s'élève à 243,5 M€ couvrant largement l'ensemble des dettes envers les tiers à moins d'un an, d'un montant de 84,5 M€.

En synthèse, le ratio « Endettement/Capitaux Propres » s'établit à 6,2% contre 5,5% à fin 2018.

Le ratio « Endettement / Chiffre d'affaires » s'élève à 11,9% contre 11,1% à fin 2018.

Le coût financier total de l'endettement s'élève à fin 2019 à 212 K€ (0,2% du chiffre d'Affaires) contre 216 K€ à fin 2018 (0,2% du chiffre d'Affaires).

Activité de la Société-Mère

Le Chiffre d'affaires de Gévelot S.A., Société-Mère, est de 798 K€ en 2019 contre 565 K€ en 2018.

Les loyers à 254 K€ sont en hausse de 18 K€ sur l'an passé. Ils correspondent à des locations de surfaces de bureaux de Levallois-Perret mis à disposition d'une filiale et de sociétés tierces.

Les prestations facturées, à 544 K€, sont en hausse de 214 K€ du fait principalement de la hausse des services proposés en Direction Financière.

Les autres Produits et divers à 101 K€ sont stables. Au global, les Produits d'exploitation s'établissent à 898 K€ contre 670 K€, en hausse de 228 K€.

Les Charges d'exploitation à 1 604 K€ contre 1 470 K€ en 2018 sont en hausse de 134 K€.

Les Achats et charges externes à 523 K€ sont en repli de 42 K€.

Les impôts et taxes à 112 K€ sont stables.

Les charges de personnel à 829 K€ augmentent de 176 K€ du fait en 2019 du renforcement de la direction financière du

Groupe. Ces nouveaux coûts sont partiellement refacturés aux filiales.

Les dotations aux amortissements sont stables à 58 K€. Les autres charges à 82 K€ progressent de 3 K€.

Le Résultat d'exploitation de l'exercice s'établit négatif à 706 K€ contre 800 K€ également négatif en 2018.

Le Résultat financier est toujours positif et s'élève à 3 107 K€ contre 3 254 K€ en 2018.

Il est principalement constitué en 2019 d'un dividende de 2 254 K€ reçu de PCM SA (3 005 K€ en 2018), de produits nets de change de 238 K€ (130 K€ négatif en 2018) et de Produits financiers de 615 K€ (379 K€ en 2018).

Le Résultat courant avant impôt ressort bénéficiaire de 2 401 K€ contre 2 454 K€ bénéficiaire en 2018.

Le Résultat exceptionnel, hors dotations/reprises de provisions nettes de charges d'impôts liées aux contrôles fiscaux antérieurs, est négatif de 46 K€ contre 54 K€ positif en 2018.

En l'absence d'impôt propre, et après 787 K€ d'économie d'impôt liée au régime d'intégration fiscale, le Bénéfice net social de Gévelot S.A. s'établit en 2019 à 3 142 K€ contre 3 214 K€ positif en 2018.

Activité de la Filiale (PCM SA)

Les principales informations concernant PCM SA présentées ci-après sont extraites des Comptes Annuels établis selon les règles locales.

Données financières (en millions d'euros)

Filiale	Chiffre d'affaires	Résultat d'exploitation	Résultat financier	Résultat exceptionnel
PCM SA	1,3	-0,6	6,6	- 0,1

Filiale	Résultat net	CAF	Invest. Industriels	Invest. Financiers
PCM SA	5,5	5,9	0,1	22,9

Effectifs au 31 décembre 2019

Filiale (personnel temporaire exclu)	Total
PCM SA	3

Activités du groupe en matière de recherche et de développement

Pour l'ensemble du Groupe, les dépenses de Recherche et de Développement concernant le Secteur Pompes se sont élevées en 2019 à environ 3,5% du chiffre d'Affaires, dont 1,3 M€ sont éligibles aux Crédits d'Impôts Recherche et ont généré des crédits d'impôts à hauteur de 0,4 M€.

En terme de Recherche et Développement, le positionnement du client au centre des innovations et la mise en place de la méthode « Agile » ont permis de trouver rapidement des débouchés commerciaux pour les nouvelles briques technologiques (stator à épaisseur calculée, X- Bond, nouvelles hydrauliques 9 E et 17 E pour l'ALS, Maintenance en place, Pump Portail).

Cette année a également marqué l'accélération de la collaboration avec Sydex Srl, filiale italienne acquise en 2016, avec la mise au catalogue de plusieurs produits et une stratégie claire sur la gamme « Pompes gaveuses ».

Perspectives du Groupe pour 2020

Société-Mère

Le Chiffre d'affaires de Gévelot SA sera à nouveau constitué de produits locatifs et de prestations de service.

En termes de produits financiers, un dividende devrait être perçu de notre filiale mais en retrait sur 2019.

Les effets fortement négatifs attendus de la crise sanitaire Covid-19 conduisant à une grave crise économique et financière, pourraient nous impacter. Nos ressources, à savoir : loyers et prestations services pourraient être affectés conduisant à un résultat d'exploitation en repli.

De plus, notre résultat financier devrait rester bénéficiaire mais en nette baisse.

Au final le résultat net bénéficiaire de la société Holding devrait diminuer fortement.

Secteur Pompes

L'année 2020 débute avec la crise sanitaire du Coronavirus qui place l'activité du Secteur Pompes sous une forte incertitude, sur tous ses marchés et tous ses secteurs géographiques.

Dans ce contexte, tous les efforts sont concentrés dans la poursuite de l'activité, la satisfaction des besoins des clients, la sécurité des salariés et dans la rationalisation et le contrôle de ses coûts sur ses divers marchés.

Gestion des Risques

Dans le cadre de la description des principaux risques auxquels le Groupe est confronté, les points suivants peuvent être retenus.

Risques Généraux

1. Risques Marché

L'activité spécifique des Pompes Pétrole est sensible aux variations du prix du baril. Le brut Brent a chuté en dessous de 27 \$ le baril en mars 2020, un niveau inégalé depuis novembre 2003, en raison des inquiétudes persistantes concernant l'impact de l'épidémie de coronavirus sur la consommation de brut, tandis que les craintes d'une offre excédentaire ont augmenté après que l'Arabie Saoudite a augmenté sa production et réduit les prix après la crise au sein de l'OPEP au début du mois de mars 2020.

Les performances commerciales dans les autres domaines du Secteur Pompes (marché Food et marché Industry) sont généralement liées à l'activité économique, en France comme à l'Étranger.

2. Risques Pays

Le Groupe est exposé aux risques Pays pour une partie de son activité, principalement dans le domaine du Secteur Parapétrolier, du fait, notamment, de sa présence dans des zones à risques géopolitiques importants (Moyen Orient, Afrique, Amérique Latine).

Risques Financiers

De par ses activités, le Groupe est exposé à différentes natures de risques financiers. Ces risques sont liés aux activités industrielles et commerciales du Groupe, à ses besoins de financement ainsi qu'à sa politique d'investissement notamment à l'international. Il s'agit principalement de risques de variations de taux de change et de taux d'intérêt.

1. Risques financiers liés aux activités industrielles et commerciales

- Risques de change opérationnels

Le Groupe Gévelot est exposé dans ses activités industrielles et commerciales aux risques financiers pouvant résulter de la variation des cours de change de certaines monnaies du fait de la localisation de son principal site de production en zone Euro et de ses zones de vente localisées dans le monde entier et impliquant des facturations en devises étrangères, principalement en Dollars américains ou canadiens.

La gestion du risque de change de l'activité des Pompes et Technologie des Fluides est basée sur un principe de facturation des entités de production du Groupe aux entités de commercialisation dans la monnaie locale de ces dernières. Ces facturations inter-sociétés font l'objet d'une couverture de change à terme de leur règlement si les montants sont significatifs.

Le même principe est appliqué aux ventes hors Groupe pour la facturation en devises aux Clients. Des couvertures à terme sont mises en place dès la matérialisation d'une opération significative de vente en devises.

Le Groupe n'effectue pas d'opération de couverture de change ferme sur ses ventes futures ; la marge opérationnelle est donc sujette dans le futur à des variations en fonction de l'évolution des taux de change.

- **Risques de change : Trésorerie, équivalents de Trésorerie**
L'évolution des parités des devises Nord-Américaines a fait l'objet d'un suivi particulier et de placements sur des établissements bancaires de premier ordre.

- Risques de variation de prix

Le Groupe est sensible aux variations des cours de ses matières premières. Une hausse de ces cours a été constatée et pourra impacter de manière significative la marge opérationnelle. Le Groupe, afin d'en limiter l'impact, développe la multiplicité des sources d'approvisionnement à l'international.

- Risques de crédit

Le Groupe accorde une attention particulière à la sécurité des paiements des biens et services qu'il délivre à ses Clients.

Les Clients européens ne présentent pas de risques individuels significatifs et font généralement l'objet de systèmes de recouvrement par des sociétés spécialisées. Les grands Clients Export positionnés dans des zones à risques géopolitiques majeurs font l'objet d'un suivi spécifique.

2. Risques financiers liés aux opérations de financement

Le Groupe procède essentiellement par auto financement pour ses activités industrielles et commerciales, particulièrement du fait de sa solide structure financière renforcée en 2014, et ne fait appel au secteur bancaire qu'à titre marginal pour ses investissements internationaux.

- Risques de variation de taux

Lorsque cela s'avère nécessaire, le Groupe met en place des outils de couverture de variation des taux d'intérêts pour les emprunts à taux variables d'échéance longue et de montant important. Pour cela, le Service trésorerie du Groupe analyse le portefeuille et suggère aux Filiales les outils appropriés (Swap de taux) pour limiter les risques futurs dans des limites de coûts appropriés et maîtrisés.

3. Risques financiers liés aux opérations d'investissements réalisées à l'étranger

- Risques pays

Le Groupe détient des actifs dans des pays où la stabilité politique et économique n'est pas assurée ; ces actifs ne représentent toutefois qu'une part non significative des actifs de l'ensemble du Groupe. Une assurance spécifique couvrant les investissements présents dans des pays a été mise en place au cas par cas.

- Risques de change

Le Groupe détient des investissements à l'étranger, et hors de la zone Euro, dont les actifs nets sont exposés au risque de conversion des devises. Ces actifs nets situés aux USA, en Chine et au Proche et Moyen-Orient, ne font pas aujourd'hui l'objet de couverture particulière.

4. Risques financiers liés à la gestion de la trésorerie

Le portefeuille de valeurs mobilières de placement du Groupe est essentiellement constitué de placements monétaires. Le Groupe possède quelques valeurs mobilières de placement (4,8 % de la trésorerie) basées sur des indices et dont le capital n'est pas garanti, mais avec des barrières de protection. Les taux de rémunération sont voisins de ceux du marché.

Informations sur les délais de paiement

(Factures reçues et émises non réglées)

Conformément à l'article D441-4 du Code de Commerce, modifié par le Décret N° 2017-350 du 20 mars 2017 - art. 1, nous présentons dans le tableau ci-dessous la décomposition des dettes fournisseurs et des créances clients dont le terme est à échéance.

Factures reçues non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu (Code de Commerce - Article Article D.441-4, I. - 1°)						
	0 jour	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1j & plus)
(A) Tranches de retard de paiement						
Nombre de factures concernées	2					7
Montant total des factures concernées TTC	4 K€		11 K€	1 K€	25 K€	37 K€
% du montant total des achats TTC de l'exercice	0,50 %		1,60 %	0,09 %	3,53 %	5,22 %
% du chiffre d'affaires TTC de l'exercice						
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées						
Nombre des factures exclues						
Montant total des factures exclues						
(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal - article L. 441-10, I et L.441-11 du Code de Commerce)						
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement	Délais contractuels conformes aux Conditions Générales d'Achat					

Factures émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu (Code de Commerce - Article D.441-4, I. - 2°)						
	0 jour	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1j & plus)
(A) Tranches de retard de paiement						
Nombre de factures concernées	2					5
Montant total des factures concernées TTC	24 K€		15 K€		21 K€	36 K€
% du montant total des achats TTC de l'exercice						
% du chiffre d'affaires TTC de l'exercice	2,16 %		1,35 %		1,91 %	3,26 %
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées						
Nombre des factures exclues						
Montant total des factures exclues						
(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal - article L. 441-10, I et L.441-11 du Code de Commerce)						
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement	Délais contractuels conformes aux Conditions Générales de Ventes					

Affectation des résultats

Il sera proposé à la prochaine Assemblée Générale l'affectation des résultats suivante :

Bénéfice de l'exercice de.....3 141 790,45 €
 Report à nouveau antérieur de14 790 887,37 €
 Total à répartir17 932 677,82 €
 . Dividende :- 1 231 200,00 €
 . Solde du Report à nouveau
 après affectation : 16 701 477,82 €

Le dividende global s'élève donc à 1,60 € par action pour 769 500 actions soit 1 231 200,00 € et sera mis en distribution à partir du 19 juin 2020.

Conformément à l'article 243 bis du Code général des impôts, il est précisé que la totalité du dividende proposé est éligible à l'abattement de 40 % bénéficiant aux personnes physiques domiciliées fiscalement en France prévu à l'article 158-3, 2° du Code général des impôts.

Cet abattement n'est applicable qu'en cas d'option expresse, irrévocable et globale pour une imposition selon le barème progressif de l'impôt sur le revenu lors du dépôt de la déclaration annuelle des revenus du bénéficiaire. A défaut d'une telle option, le dividende à distribuer à ces personnes physiques domiciliées fiscalement en France entre dans le champ d'application du prélèvement forfaitaire unique (PFU) sans application de cet abattement de 40 %.

Avant la mise en paiement, le dividende est soumis aux prélèvements sociaux et, sauf dispense dûment formulée par le contribuable, au prélèvement obligatoire non libératoire de 12,8 % prévu à l'article 117 quater du Code général des impôts, à titre d'acompte de l'impôt sur le revenu.

Il est rappelé qu'il a été procédé à la distribution des dividendes suivants au cours des trois derniers exercices, ces dividendes étant intégralement éligibles à l'abattement de 40 % mentionné à l'Article 158.3.2° du Code Général des Impôts :

Exercice	Net	Crédit d'impôt	Nombre d'actions	
			servies	globales
2016	1,80	pm	820 500	820 500
2017	1,80	pm	769 500	820 500
2018	1,80	pm	769 500	769 500

Bourse

Pendant l'année 2019, le cours de l'action, sur Euronext Growth Paris a évolué comme suit :

Euros

Cours à fin 2018	179,00
Cours le plus bas	172,00
Cours le plus haut	202,00
Cours à fin 2019	199,00
Nombre de titres échangés en 2019	17 915
Nombre de titres échangés en 2018	104 088 ^(*)

^(*) dont 51 000 au titre du programme de rachat d'actions

Au 31 mars 2020, le cours de l'action était de 143 € avec un volume d'échange constaté depuis le début de l'année de 13 906 titres.

Actionariat

Au 31 décembre 2019, la Société Gévelot est contrôlée à hauteur de plus des deux tiers du capital à travers principalement :

- la Société SOPOFAM, plus du tiers,
- la Société ROSCLODAN, plus du vingtième,

Aucune des Sociétés contrôlées par Gévelot ne détient d'action de cette Société.

Le Capital de la Société ne fait l'objet d'aucune détention par le Personnel du Groupe, quels qu'en soient le cadre et l'origine.

Evènements postérieurs à la clôture de l'exercice

Holding

Dans un contexte difficile, le Groupe poursuivra son offre locative sur son bien immobilier tertiaire de Levallois-Perret. Une attention particulière sera portée sur le recouvrement des créances et sur d'éventuels aménagements de délais de paiements.

Secteur Pompes

La crise sanitaire, économique et financière provoquée par le coronavirus Covid-19 au cours du premier trimestre 2020 rend les perspectives incertaines sans qu'il soit possible, à ce jour, d'en mesurer les conséquences sur l'activité.

A fin mars, le Secteur Pompes constate un ralentissement inégal de sa prise de commande : tandis que ses marchés Food & Industry semblent dans l'immédiat résister au mieux à la crise notamment en Europe, ses marchés Oil&Gas subissent une diminution notable des demandes de la part des clients, tant au Moyen Orient qu'en Amérique du Nord. De nombreuses mesures d'adaptation ont été immédiatement mises en place au sein de toutes les entités du groupe, tant

pour préserver la sécurité des salariés, que pour prendre en compte le ralentissement constaté ou à venir des ventes (télétravail, chômage partiel, etc.,...). La stratégie de croissance externe sera néanmoins poursuivie, notamment à l'international.

Gouvernement d'entreprise

MiddleNext

En termes de Gouvernance, Gévelot SA suit les recommandations du Code de Gouvernance d'Entreprise «Middlenext» depuis avril 2014 (Code révisé en septembre 2016).

Modalités d'exercice de la Direction Générale

Depuis le choix du mode moniste par le Conseil d'Administration d'octobre 2002, le Président du Conseil d'Administration assume également la Direction Générale. Un Directeur Général Délégué a été désigné par le Conseil d'Administration sur proposition du Président-Directeur Général depuis lors.

Fonctionnement des Organes Sociaux

Le Conseil d'Administration comprend sept membres dont trois femmes et quatre hommes.

Le Conseil d'Administration s'est réuni 4 fois en 2019.

Administrateurs et Mandataires Sociaux

Il sera soumis à cette Assemblée Générale, le renouvellement du mandat d'Administrateur de Madame Roselyne MARTIGNONI, Monsieur Mario MARTIGNONI et Monsieur Jacques FAY.

Liste des mandats et fonctions exercés

En application des dispositions de l'Article L 225-102-1 du Code de Commerce, nous vous rendons compte ci-dessous des fonctions exercées par chacun des Mandataires Sociaux de la Société Gévelot au cours de l'exercice écoulé.

Monsieur Mario MARTIGNONI, Président Directeur Général et Administrateur, exerce au sein du Groupe les fonctions suivantes :

- Président-Directeur Général et Administrateur de PCM SA
- Administrateur et Président du Conseil d'Administration de PCM Group Italia Srl (Italie)
- Administrateur de PCM Kazakhstan LLP (Kazakhstan)
- Administrateur de PCM Muscat LLC (Oman)
- Administrateur de PCM Middle East FZE (E.A.U.)
- Administrateur de PCM Flow Technology Inc. (Etats Unis)
- Administrateur de PCM Group Asia Pacific Pte. Ltd. (Singapour)
- Administrateur de PCM Artificial Lift Solutions Inc. (Canada)
- Administrateur de PCM Canada Inc. (Canada)
- Administrateur de Cougar Machine Ltd (Canada)
- Administrateur de Cougar Wellhead Services Inc (Canada)
- Administrateur de PCM Trading Shanghai Co. Ltd (Chine)
- Administrateur de PCM Suzhou Co. Ltd. (Chine)
- Administrateur de Sydex Srl (Italie)

Fonctions hors Groupe :

- Président-Directeur Général de Sopofam SA
- Administrateur Unique de Martignoni 1518 Srl (Italie)*

(* fonction exercée depuis le 28/02/2020)

Monsieur Philippe BARBELANE, Directeur Général Délégué,

exerce au sein du Groupe les fonctions suivantes :

- Administrateur de PCM SA
- Fonctions hors Groupe : néant

Madame Claudine BIENAIMÉ, Administrateur,
exerce au sein du Groupe les fonctions suivantes :

- Administrateur de PCM SA

Fonctions hors Groupe :

- Président-Directeur Général de la Société Immobilière du Boisdormant SA

- Administrateur et Directeur Général Délégué de Rosclodan SA

- Administrateur et Directeur Général Délégué de Sopofam SA

- Gérant de la SCI Presbourg Etoile

- Expert auprès du Comité d'audit de Publicis Groupe SA

Madame Roselyne MARTIGNONI, Administrateur,
exerce au sein du Groupe les fonctions suivantes :

- Administrateur de PCM SA

Fonctions hors Groupe :

- Administrateur de Sopofam SA

- Administrateur de Rosclodan SA

Monsieur Charles BIENAIMÉ, Administrateur,
n'exerce pas d'autre fonction au sein du Groupe.

Fonctions hors Groupe :

- Membre du Directoire de la Financière Meeschaert

- Directeur Général Délégué de la S.E.G.F.M (Société d'Etudes et de Gestion Financière Meeschaert)

- Président - Directeur Général de Rosclodan SA

- Administrateur et Directeur Général Délégué de la Société Immobilière du Boisdormant SA

Monsieur Jacques FAY, Administrateur,
exerce au sein du Groupe les fonctions suivantes :

- Administrateur de PCM SA

Fonctions hors Groupe : néant

Monsieur Pascal HUBERTY, Administrateur,
n'exerce pas d'autre fonction au sein du Groupe

Fonctions hors Groupe :

- Business Development Manager Division Groupe Coveris

- Gérant de la SCI Les Blés

Madame Armelle CAUMONT-CAIMI, Administrateur,
exerce au sein du Groupe les fonctions suivantes :

- Administrateur de PCM SA

Fonctions hors Groupe : néant

Conventions conclues avec les mandataires sociaux

(Art. L.225-37-4, 2° du Code de Commerce)

Il s'agit des conventions sauf celles portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales. Il n'existe aucune convention intervenue, directement ou par personne interposée, entre l'un des mandataires sociaux ou l'un des actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10% d'une société et une autre société dont la première possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital.

Délégations en cours de validité pour les augmentations de capital

Néant.

Autres Délégations en cours de validité

Néant.

Autres informations juridiques et fiscales

Charges non déductibles

(articles 39-4 et 223 quater du CGI)

Pour Gévelot S.A., les réintégrations de frais généraux dans le résultat fiscal au cours de l'exercice 2019 se sont élevées à 34 996 € contre 26 476 € en 2018. Aucun impôt n'a été supporté en raison du déficit fiscal reportable.

Le dépôt de ce Rapport au Greffe du Tribunal de Commerce sera effectué conformément à la Loi.

Le Conseil d'Administration